ECOLE, UN CHOIX DE SOCIETE :

LIBÉRALISME OU AUTOGESTION, LÀ EST LA QUESTION

L'année scolaire passée a été marquée par une mobilisation enseignante de trop faible intensité contre les suppressions de postes et par un mouvement lycéen prometteur par sa combativité, son unité et son début d'auto-organisation.

Cependant, ce mouvement n'a pas reçu le soutien qu'on pouvait espérer de la part d'un syndicalisme enseignant auto-limitant la mobilisation en l'absence de perspectives politiques. Pourtant, les revendications lycéennes concernaient l'ensemble du système éducatif : droit aux études, refus de la dégradation des conditions de travail des jeunes et des personnels de plus en plus exposés à la souffrance au travail.

L'occasion d'un «Toutes et tous ensemble» de l'Education a été ainsi gâchée, alors que les attaques contre le service public d'Education se sont multipliées ces dernières années.

Pourtant, la capacité de mobilisation et la volonté d'en découdre avec un gouvernement qui brade l'Ecole étaient bien réelles, malgré le souvenir de la défaite de la mobilisation de 2003 en défense des retraites.

AUSTERITE ET REGRESSION SANS PRECEDENT : EN ROUTE VERS LA PRIVATISATION

Des nouveaux programmes profondément réactionnaires dans le premier degré à la démolition des ZEP à travers le dispositif «ambition réussite», en passant par la mise à mort de la carte scolaire, le remodelage néo-libéral des contenus d'enseignement, les menaces récurrentes contre les disciplines des sciences humaines et sociales et des arts jugées non-rentables voire dangereuses, le remplacement de l'Education civique par une instruction civique aux relents xénophobes, le renforcement de la hiérarchie et des pouvoirs des chefs d'établissement ... etc , la cohérence est claire : tandis que l'aide à l'enseignement privé continue, l'austérité budgétaire sans précédent se combine à un formidable retour à l'Ecole de l'avant 68.
Sous couvert de «valeurs républicaines», c'est le caractère de classe de l'Ecole qui est renforcé. Austérité et régression commandent à la fois : de faire payer les pauvres en restreignant l'offre scolaire et en raccourcissant la durée de la scolarité obligatoire (c'est le sens, par exemple, de la polémique contre le collège unique, ou des pressions pour le retour à l'orientation précoce des élèves des collèges) ; de revenir à l'Ecole de « l'ordre moral », de la soumission et de la hiérarchie, de l'élimination des cultures populaires, sur fond de mise en concurrence généralisée du système éducatif (c'est le sens, par exemple, de la fin de la carte scolaire, ou des attaques contre tout -disciplines et programmes- ce qui peut éveiller à une pensée critique)

Malgré quelques rares années de répit relatif, le système éducatif est mis à mal depuis « le tournant de la rigueur » de 1982, avec une austérité budgétaire aux conséquences devenues catastrophiques.

Mais depuis quelques années, il n'est plus seulement malade de cette austérité budgétaire.

Il est attaqué comme l'ensemble des services publics, saigné à blanc et mis à la sauce libérale en y introduisant « les critères de gestion de l'entreprise », avant l'étape suivante : sa privatisation, avec à la clé le marché extrêmement juteux que constituent l'éducation et la formation

DEFENDRE LE SERVICE PUBLIC D'EDUCATION EN LE TRANSFORMANT RADICALEMENT

Depuis sa naissance dûe à la conjonction ambigüe des besoins du capitalisme en main d'oeuvre plus instruite et des pressions du mouvement ouvrier pour la scolarisation de toutes et tous, le système éducatif est à la croisée des chemins.

Contrairement à la légende de « l'école libératrice », vieille antienne du catéchisme républicain, l'Ecole est à la fois un instrument de reproduction des classes sociales et de légitimation de l'ordre établi, et un possible outil d'émancipation.
Ce sont les rapports de force socio-politiques qui, tout au long du XX° siècle, ont fait pencher la balance d'un côté ou de l'autre, et permis l'introduction d'une dose plus ou moins importante de promotion et d'émancipation sociale.

C'est pourquoi l'enjeu aujourd'hui est à la fois de défendre de manière intransigeante le principe du service public d'Education et, en même temps, de se mobiliser pour une transformation radicale du système éducatif, dans le sens de l'émancipation humaine et de l'autogestion, par et pour une prise en charge généralisée de leur formation par les citoyen-ne-s eux/elles-mêmes

Pour les Alternatifs, les enjeux éducatifs sont reliés directement aux enjeux de société, qu'ils soient démocratiques, sociaux ou écologiques

La transformation émancipatrice et autogestionnaire du système éducatif doit être l'affaire de toutes et de tous : personnels de l'Ecole, jeunes, citoyennes et citoyens

Pour les Alternatifs, cette transformation doit s'appuyer sur une exigence de qualité, sur l'ouverture d'un vrai débat sur une refonte des contenus d'enseignement dans une optique critique et émancipatrice, et sur la lutte contre l'échec scolaire, l'expérimentation pédagogique privilégiant la coopération et la solidarité contre la concurrence et la compétition, la laicité et l'égalité des droits, l'absence de discrimination dans les procédures d'orientation, la lutte en faveur d'une école féministe qui cesse de reproduire les stéréotypes sociaux attribués à chaque sexe, le renforcement des moyens de fonctionnement et du pouvoir des équipes pédagogiques et éducatives et l'extension des droits démocratiques et collectifs des jeunes

Résister à l'offensive libérale contre l'Ecole est indispensable mais ne suffira pas : pour reconstruire un rapport de forces et reprendre confiance et espoir, il faut dès aujourd'hui se rencontrer, débattre et proposer les axes de la tranformation nécessaire de l'Ecole.

Pourquoi pas dans des Forums locaux pour la défense et la transformation de l'Ecole organisés dans les communes et les départements, associant citoyennes et citoyens, syndicalistes, mouvements pédagogiques, élu-e-s locaux, jeunes, personnels de l'Education et parents d'élèves ? ■

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE ET NECESSAIRE

Chômage, précarité, exclusion et pauvreté, inégalités femmes/hommes, guerres... Le Monde est à transformer. La mondialisation capitaliste marginalise des millions de personnes et met en péril l'équilibre écologique de la planète. Nous voulons un autre Monde. Il se construit de mobilisations en forum sociaux. Nous affirmons qu'il est possible de construire une gauche alternative pour une société solidaire, féministe, écologiste et autogestionnaire.

AUTOGESTIONNAIRES

La transformation radicale de la société nécessite la mobilisation, l'engagement de toutes et tous, une démocratie active:
Dans le champ économique : nouveaux droits pour les travailleurs; remise en cause des hiérarchies; développement du contrôle des salariés sur la marche des entreprises et la finalité de la production; appropriation sociale: Nous sommes favorables à la reprise ou à la création autogestionnaire des entreprises par leurs salariés.
Nous voulons défendre les services publics pour les transformer, et les transformer pour les défendre, notamment en développant le droit de contrôle et d'intervention des salariés et usagers. Il y a urgence pour les quartiers populaires et les zones rurales.
Dans le champ politique : développement de la démocratie directe (assemblées citoyennes, budgets participatifs, référendums d'initiative populaire...); contrôle et révocabilité des élu(e)s par les citoyen(ne)s; droit de vote et d'éligibilité pour les résidents étrangers à toutes les élections..

Pour une Europe sociale, écologique et démocratique; pour des institutions internationales au service des Peuples.

ROUGES

Les Alternatifs agissent pour un nouveau projet d'émancipation sociale; un projet autogestionnaire qui prenne en compte le meilleur des aspirations sociales, féministes et écologistes; un projet pour l'égalité et contre toutes les discriminations, contre toutes les dominations, le racisme, l'homophobie. Contre le capitalisme ultra-libéral et autoritaire qui détruit les acquis sociaux et marchandise nos existences, nous défendons pour toutes et tous le droit à un revenu permettant une vie épanouissante, le droit au logement, à la santé, à l'éducation et à la culture.
Face à l'offensive libérale planétaire, il faut un changement radical et profond: Une révolution. Pas un "grand soir", mais une révolution longue s'enrichissant des mobilisations sociales, d'expériences, de critiques, de débats avec le plus grand nombre (individus, syndicats, associations, formations politiques).
Les Alternatifs sont partisans de la convergence des luttes et internationalistes. C'est à l'échelle de l'Europe et du Monde, particulièrement avec le Sud, qu'il faut agir et penser le changement de société et l'émancipation humaine.

solidarités écologie
les alternatifs
autogestion féminisme

VERTS

Nous n'avons pas le culte d'une nature idéalisée, mais nous dénonçons la logique du profit et du productivisme. La crise écologique est là avec les perturbations climatiques. Les ressources naturelles ne sont pas infinies. L'alter-développement est notre réponse pour le futur: Agriculture paysanne et autonomie alimentaire; refus du pillage des ressources naturelles; aménagement équilibré des territoires et relocalisation des activités; abandon du nucléaire; politique globale d'économies d'énergie et de recours aux énergies renouvelables; utilité sociale plutôt que règne de la marchandise.
L'écologie est une dimension essentielle de notre projet d'émancipation; un projet à l'échelle de la planète.

FEMINISTES

Il n'y aura pas de véritable démocratie, ici ou ailleurs tant que les femmes auront un statut mineur.
Les Alternatifs combattent pour l'émancipation de toutes et tous, pour la conquête de droits fondamentaux. Pour une égalité réelle entre femmes et hommes: Politique, avec une parité effective; sociale et professionnelle,contre la précarisation, le temps partiel imposé et les inégalités salariales; dans la sphère privée. Pour une éducation libérée de ses modèles sexistes, le libre accès à la contraception et à l'avortement, contre la marchandisation des corps et les violences faites aux femmes.

PAS D'AUTRE POLITIQUE SANS POLITIQUE AUTREMENT

Crise de la représentation politique, crise de l'engagement, replis sur soi...Il est urgent de faire de la politique autrement. Nos exigences autogestionnaires s'appliquent à nos modes de fonctionnement: L'adhérent-e n'est ni un petit soldat ni un carriériste. Il dispose d'une large autonomie d'action et de possibilités d'intervention garanties par nos statuts.
Notre mouvement est un lieu de coordination et d'échanges, d'implication dans les luttes, d'élaboration collective et de débats. Les responsables nationaux sont des bénévoles, mandatés par la coordination des groupes locaux. Ils appliquent les décisions prises par celle-ci.
Les Alternatifs sont une formation politique ouverte et unitaire. Pour eux, luttes sociales et action politique doivent converger sur un pied d'égalité. Ils sont prêts à s'engager dans les institutions si cet engagement contribue à la transformation de la société, mais ils refusent les dérives gestionnaires et la politique-spectacle. L'action collective, la construction d'un projet d'émancipation sont primordiaux.

Rouges, verts, féministes, autogestionnaires, actifs dans les Forums Sociaux, nous sommes partie prenante du mouvement altermondialiste.